



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du Commissariat des Armées
Direction du commissariat d'outre-mer
Groupement de soutien du commissariat
de Polynésie française
Division Métiers
Bureau Achats Marché
Cellule Contractualisation**

ACCORD CADRE SUR APPEL D'OFFRES OUVERT

Conformément aux articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-1 et R 2124-2
du code de la commande publique.

Concernant les :

**« Prestations de câblage au profit de la direction interarmées
des réseaux d'infrastructures et des systèmes d'informations (DIRISI)
des Forces Armées en Polynésie française (FAPF). »**

CAHIER N°1

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Code nomenclature CPV : 45314310-7 (Installation de câblage)
Code GM : 33.05.02 (Câblage courant faible)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : GENERALITES	3
1.1– Objet de l'accord cadre	3
1.2 – Durée de l'accord cadre	3
1.3 – Montant de l'accord cadre	3
1.4 – Validité des offres	3
1.5 – Clause de sécurité	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - Forme de l'accord cadre	4
2.2 - Unité monétaire	4
2.3 – Clause incitative à l'égalité femmes hommes – Responsabilité sociétale des Entreprises (RSE)	4
ARTICLE 3 : LANGUE UTILISEE	4
ARTICLE 4 : TRANSMISSION DU DOSSIER DE CONSULTATION AUX SOUMISSIONNAIRES – DEPÔT DES OFFRES	4
4.1– Retrait du DCE par voie dématérialisée	4
4.2 – Retrait du (DCE) dans les locaux de la DICOM	5
4.3 - Le dépôt des offres par voie dématérialisée est à privilégier. Erreur ! Signet non défini.	
4.4 – Dépôt des offres auprès du RPA Erreur ! Signet non défini.	
ARTICLE 5 : MODALITES DE PRESENTATION DE L'OFFRE ET DE DEPOTS DES OFFRES	6
5.1 – Présentation de l'offre	6
5.2 – Dépôt des offres par voie dématérialisée	7
5.3 – Dépôt des offres papiers dans les locaux de la DICOM1	7
5.3.1 Enveloppe extérieure	8
5.3.2 Enveloppe intérieure	8
5.2 – Appréciation des propositions	8
ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 7 : GROUPEMENT D'ENTREPRISES	9
ARTICLE 8 : PROPOSITION FINANCIERE	9
ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET CHOIX DU TITULAIRE	9
ARTICLE 10 : PARTICIPATION A LA CONSULTATION	10
ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
ANNEXE I	11

ARTICLE 1 : GENERALITES

1.1 – Objet de l'accord cadre

La présente consultation a pour objet les prestations de câblage au profit de la direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'informations (DIRISI) des Forces Armées en Polynésie française (FAPF). La description des prestations figure aux articles 2 et 8 du CCTP.

Il s'agit d'un accord cadre sensible conformément à l'instruction générale interministérielle n°1300/SGND/PSE/SSD sur la protection du secret de la défense nationale du 25 août 2003.

Le directeur du commissariat d'outre-mer en Polynésie est le RPA. Il a reçu délégation du ministre des Armées en vertu de l'arrêté du 23 août 2021, modifiant l'arrêté du 22 juin 2007 portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des accord cadres publics au ministère des Armées.

1.2 – Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre débute à sa date de notification pour une durée initiale d'un (01) an, reconductible au maximum trois (03) fois.

Les reconductions sont tacites. En cas de silence gardé par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), l'accord-cadre est automatiquement reconduit. La durée totale de l'accord-cadre ne pourra excéder, toutes reconductions incluses, quatre (04) ans soit quarante-huit (48) mois.

Dans le cas de la non-reconduction de l'accord-cadre, la décision sera notifiée au titulaire au moins un (1) mois avant la fin de la période d'exécution.

1.3 – Montant de l'accord cadre

Le montant estimatif du présent accord cadre est de 30 000 000 XFP HT par an soit environ 250 000 euros HT, ce qui représente sur la durée envisagée de quatre (04) ans une estimation globale de 120 000 000 XFP HT soit environ 1 000 000 euros HT.

Ce montant n'engage pas l'acheteur. Ainsi, le titulaire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité si ce montant n'est pas atteint.

Il est conclu sans minimum et avec un maximum sur quatre ans de 180 000 000 XFP HT soit environ 1 500 000 euros HT soit 50% de plus que le montant estimatif, conformément à l'article R 2162-4 du code de la commande publique.

1.4 – Validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **cent vingt (120) jours** à compter de la date limite de la remise des offres.

1.5 – Clause de sécurité

S'agissant d'un accord cadre à clause de sécurité, il est soumis aux dispositions de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale : à ce titre, l'accord cadre est désigné « **CONTRAT SENSIBLE** ».

Il est demandé à chaque soumissionnaire de fournir un exemplaire « original » de demande de contrôle primaire de la personne morale, objet de l'annexe I du CCAP. Ceux-ci doivent être remplis pour chacun des dirigeants de la société (gérant et associé), datés, signés en original, et accompagnés d'une photo d'identité récente, d'une pièce d'identité officielle en cours de validité avec photographie (carte d'identité, permis de conduite, passeport) et du statut de la société.

Du fait de sa confidentialité, ces documents devront être fournis sous pli cacheté comportant la mention : « CONFIDENTIEL PROTECTION PERSONNEL ».

L'absence de l'exemplaire « original » de demande de contrôle primaire de la personne morale entraînera le rejet de la candidature

Au titre de cette clause, la personne morale et le personnel œuvrant dans le cadre de l'accord cadre feront l'objet d'un contrôle élémentaire.

Le soumissionnaire s'engage à faire intervenir sur les chantiers dont il en a la responsabilité, du personnel ayant une habilitation secret lorsque le lieu d'exécution du chantier le nécessite.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Forme de l'accord cadre

Le présent accord cadre est passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert. A ce titre, il est soumis aux dispositions de l'article L. 2124-2 et R.2162-2 du code de la commande publique.

Le présent accord cadre entre dans la catégorie des accord cadres de fournitures et services, il est passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum en valeur en application des articles, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il prend l'appellation de l'accord cadre dans le présent dossier de consultation.

2.2 - Unité monétaire

L'unité monétaire souhaitée par le service est le franc Pacifique. Toutefois, si l'euro se substitue au franc Pacifique, le taux de conversion légal qui s'élève à 0.00838 s'appliquera.

2.3 – Clause incitative à l'égalité femmes hommes – Responsabilité sociétale des Entreprises (RSE)

Le ministère des Armées est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « Egalité professionnelle femmes hommes » et « Relations Fournisseurs et Achats Responsables (RFAR) ».

Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et les démarches de labellisation sont disponibles sur le site www.achat.defense.gouv.fr

En outre, ce site a pour objectif d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du Ministère des Armées. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), les prévisions d'achat du ministère et les demandes d'information (DI/RFI) ainsi que les données essentielles.

ARTICLE 3 : LANGUE UTILISEE

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre et la candidature doivent impérativement être rédigés en langue française.

ARTICLE 4 : TRANSMISSION DU DOSSIER DE CONSULTATION AUX SOUSMISSIONNAIRES

4.1– *Retrait du DCE par voie dématérialisée*

Depuis le 1er octobre 2018, la dématérialisation concerne toutes les procédures d'achats de l'Etat.

C'est pourquoi le retrait du DCE par **voie dématérialisée est à privilégier**.

Le DCE peut être téléchargé gratuitement sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Pour cela, il faut s'identifier dans la rubrique « Je m'identifie/je m'inscris » puis rechercher la consultation dans « Toutes les consultations » situé dans le menu fonctionnel latéral, en indiquant « **DCE_CABLAGE DICOM** » dans le champ « Référence » et cliquer sur « Lancer la recherche ». Depuis la page de résultats, cliquer sur « Accéder à la consultation ».

Le candidat peut prendre connaissance des modalités d'inscription dans le « guide d'utilisation-entreprise », situé dans le champ « aide » de la plateforme.

Les modifications éventuelles apportées, via cette plateforme, à la consultation seront automatiquement envoyées aux soumissionnaires qui ont téléchargé le DCE sur l'adresse électronique enregistrée lors de l'inscription sur la PLACE.

L'administration se réserve le droit de modifier la consultation, au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir porter de réclamation à ce sujet.

Les sociétés peuvent déposer leurs questions via cette plateforme et recevoir les réponses par ce même biais à la rubrique « Question ».

Lorsque le candidat souhaite poser plusieurs questions, il peut joindre à son message électronique sur la plateforme www.marches-publics.gouv.fr une pièce comptant l'ensemble des questions.

Les questions posées ne sont pas visibles par les autres candidats ayant téléchargé le dossier de consultation des entreprises. Seule l'administration concernée en a connaissance. De même, les réponses apportées par l'administration à ces questions ne mentionnent pas l'identité des candidats qui en sont à l'origine.

Le candidat fera parvenir ses questions en temps utile pour permettre à l'administration le traitement de ces dernières et une publication des réponses sur la plateforme dans un délai maximum de sept (7) jours calendaires, avant la date limite de réception des offres.

Afin de pouvoir télécharger et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants ; .zip, .pdf, .doc et.xls (enregistrés sous Office 2003 / Windows ou tout logiciel permettant d'enregistrer de manière conforme sous ces formats).

**La signature électronique de l'offre n'est pas exigée.
L'offre doit être établie obligatoirement sur les imprimés joints au présent DCE
Les fac-similés de signature sont acceptés.**

4.2 – Retrait du (DCE) dans les locaux de la DICOM

A défaut de retirer le DCE par voie dématérialisée, ce dernier pourra toujours être retiré à l'adresse et aux heures suivantes :

**Ministère des armées
Groupement de soutien du commissariat
Direction du commissariat d'outre-mer de Polynésie française
Division Métiers / Bureau Achats-Marchés / Cellule contractualisation
Quartier LCL BROCHE
BP 9211 – 98716 PIRAE CMP TAHITI - POLYNESIE FRANCAISE
☎ – 40.46.32.63 - 40.46.32.92 ✉ dicom-pyf-dm-bam-contract.contact.fct@def.gouv.fr**

le lundi, mardi et jeudi **de 07h00 à 11h30** et **de 13h30 à 16h00**
le mercredi et vendredi **de 07h00 à 11h30**

Exceptionnellement et sous ce mode de retrait du DCE, le candidat souhaitant poser une ou plusieurs questions peut rédiger un courrier électronique à l'adresse fonctionnelle suivante :

dicom-pyf-dm-bam-contract.contact.fct@def.gouv.fr

ARTICLE 5 : MODALITES DE PRESENTATION DE L'OFFRE ET DE DEPOTS DES OFFRES

5.1 – Présentation de l'offre

L'offre contiendra les documents suivants :

- **le formulaire FE 004/DC1** intitulé « lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cos-traitants » ;
- **le formulaire FE 005/DC2** intitulé « déclaration du candidat » (le soumissionnaire devra obligatoirement remplir de manière exhaustive les cases C1, D et F du document) ;
- **le formulaire FE 016/DC4** intitulé « déclaration de sous-traitance » (cf. article 6 du RC) ;
- **L'acte d'engagement et son annexe de prix** sur papier dûment renseignés (nom, prénom), signés et datés par la personne habilitée à contracter au nom de la société et revêtus du cachet de l'entreprise ;
- **le dossier de sécurité** comprenant deux exemplaires « originaux » de demande de contrôle élémentaire de la personne morale, objet de l'annexe V du CCAP (cf. article 1.5 du RC) ;
- **le statut de la société** ;
- **tous documents publicitaires ou commerciaux** que le candidat jugera utile de fournir ;
- **tous documents sur la collecte des déchets** : un mémoire présentant les méthodes employées sera fourni à l'administration quant aux moyens mis en œuvre par le soumissionnaire (cf. article 10.2 du CCTP).
- **un relevé d'identité bancaire (RIB) IBAN ou postal (RIP)** tel qu'il est inscrit sur l'acte d'engagement ;
- **les attestations fiscales et sociales ou une attestation sur l'honneur** certifiant que le soumissionnaire a satisfait aux obligations fiscales et sociales* ;
- **l'attestation de délégation de pouvoir** (si nécessaire) ;
- **l'extrait Kbis** du registre du commerce datant de moins de trois mois.
- **l'attestation d'assurance** (cf. article 12.2 du CCAP) ;
- **le dossier technique** présentant la société, ses références et comprenant le descriptif détaillé de l'organisation mise en place pour l'exécution de la prestation (type d'appareils proposés, planning des visites préventives, fournitures de consommables, moyens humains, dossier de site type...) ;
- **certificats nominatifs de stage** (cf. article 9.3 du CCTP).

Important : Afin de proposer leur offre, les soumissionnaires sont invités à consulter la directive technique ministérielle n°63 (de mention diffusion restreinte) mentionnée dans le CCTP à l'article 8.1 (Focus sur les câblages au sein du Ministère des Armées). Cette directive précise les critères techniques à respecter afin que les circuits de transmission physiques puissent être approuvés (au maximum de niveau SECRET). Elle reste consultable à la DIRISI ARUE par des personnes habilitées et ne sera pas publiée (contact : Mr SALENBIER : 40 46 45 20 : ou Mr ALMANZA : 40 46 45 23).

* L'accord cadre sera notifié au soumissionnaire retenu sous réserve que celui-ci produise dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la date de la demande par le RPA, les attestations des organismes fiscaux et sociaux.

Les certificats et attestations à fournir doivent impérativement être établis pour l'année en cours et traduisent la situation au 31 décembre de l'année précédente. Ils doivent être fournis en documents originaux ou en photocopies dûment certifiées conformes par la personne habilitée à engager l'entreprise.

En complément, chaque soumissionnaire pourra, outre les documents susvisés, produire toute pièce ou renseignement permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques ou financières ainsi que les références des prestations attestant de sa compétence à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

L'ensemble des documents doit être renseigné, daté et revêtu de la signature originale (non photocopiée) de la personne habilitée à engager la société et par le sous-traitant, le cas échéant, pour les documents qui le concernent.

Tous les documents constitutifs du présent accord cadre doivent être signés par la personne identifiée au niveau du paragraphe « C – Identification du candidat » de la déclaration du candidat (FE 005).

Dans le cas contraire, une attestation de délégation de pouvoir doit obligatoirement être jointe. Cette attestation comportera les noms, qualités et signatures du délégant et du délégataire.

Nota :

Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) n'auront pas à être joint à l'offre, ils sont réputés acceptés sans modification par le soumissionnaire.

5.2 – Dépôt des offres par voie dématérialisée

La remise des offres par voie dématérialisée doit être privilégiée.

Chaque fichier devra être au format « pdf ».

Pour la version dématérialisée, le logiciel « PLACE » a été conçu de telle sorte que chaque utilisateur puisse renseigner les informations requises de façon autonome sur le site : www.marches-publics.gouv.fr en suivant le procédé ci-dessous :

Dans le module « Annonces / Consultations en cours » situé dans le menu fonctionnel latéral, sélectionner « Recherche avancée ». Dans le champ « Référence » indiquer la référence de la consultation : « **DCE_CABLAGE DICOM** » et cliquer sur « Lancer la recherche ». Depuis la page de résultats, cliquer sur « Accéder à la consultation » pour accéder à la page de détails de la consultation puis aller à la rubrique « Dépôt ».

Un guide d'utilisation à destination des soumissionnaires est disponible sur le site dans l'onglet « Aide ».

En cas de difficulté, il est possible de contacter un acheteur en charge de la procédure dont les coordonnées téléphoniques et électroniques figurent à l'article 10 du présent règlement de consultation.

La date et l'heure limites de fin de téléchargement de la soumission sur le logiciel « PLACE » sont fixées au :

17 juillet 2025 à 11h00, heure locale
--

Important : il est recommandé à tous les soumissionnaires de tenir compte des délais de téléchargement.

5.3 – Dépôt des offres papiers dans les locaux de la DICOM

A défaut de dépôt de l'offre sur le logiciel PLACE, celle-ci pourra toujours être transmise « sous pli cacheté » comportant une enveloppe intérieure également cachetée. Ces enveloppes doivent être présentées conformément aux dispositions des paragraphes suivants.

Le pli doit impérativement parvenir à l'adresse indiquée ci-dessous :

Ministère des armées
Groupement de soutien du commissariat
Direction du commissariat d'outre-mer de Polynésie française
Division Métiers/Bureau Achats-Marchés/Cellule contractualisation
Quartier LCL BROCHE
BP 9211 – 98716 PIRAE CMP TAHITI - POLYNESIE FRANCAISE
☎ 40.46.32.63 ☎ 40.46.32.92
✉ dicom-pyf-dm-bam-contract.contact.fct@def.gouv.fr

- en recommandé avec accusé de réception par voie postale ;
- **ou** déposé, contre récépissé, dans les conditions de délais et d'horaires précisées à l'article 4.2 du présent règlement de consultation.

Toute offre parvenue hors délai sera jugée irrecevable et sera retournée à l'expéditeur, sans avoir été ouverte.

Il est recommandé à tout soumissionnaire de tenir compte des délais d'acheminement postaux pour l'envoi de son pli.

Les offres devront être transmises ou déposées par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception par l'administration concernée.

La date et l'heure limite de remise du pli sont fixées au :

17 juillet 2025 à 11h00, heure locale
--

Important : la date faisant foi est la date de réception du pli et non la date d'envoi.

5.3.1 Enveloppe extérieure

L'offre sera transmise « sous pli cacheté » avec les mentions suivantes :

<p style="text-align: center;">Ministère des armées Groupement de soutien du commissariat Direction du commissariat d'outre-mer de Polynésie française Division Métiers/Bureau achats-Marchés/Cellule contractualisation BP 9211 – 98716 PIRAE CMP TAHITI - POLYNESIE FRANCAISE</p>
--

AOO concernant les :

« Prestations de câblage au profit de la direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'informations (DIRISI) des Forces Armées en Polynésie française (FAPF) »

« NE PAS OUVRIR PAR LE BUREAU COURRIER »

5.3.2 Enveloppe intérieure

L'offre sera transmise « sous pli cacheté » conformément à l'annexe I.

5.4 – Appréciation des propositions

L'attention des soumissionnaires est appelée sur le fait que les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables seront éliminées. Toute offre en deçà des exigences techniques spécifiées dans le cahier des clauses particulières sera rejetée.

Une offre pourra être qualifiée *d'inappropriée* si elle apporte une réponse sans rapport avec le besoin du représentant du pouvoir adjudicateur et peut, en conséquence, être assimilée à une absence d'offre.

Une offre est irrégulière si celle-ci, bien qu'apportant une réponse au besoin, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans les documents de la consultation.

Enfin, une offre est *inacceptable* si les conditions qui sont prévues pour son exécution méconnaissent la législation en vigueur, ou si les crédits budgétaires alloués à l'accord cadre après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas au représentant du pouvoir adjudicateur de la financer.

ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE

Le recours à la sous-traitance est autorisé, sous réserve d'avoir obtenu un avis « sans réserve » à la demande de contrôle primaire de la personne morale de l'entreprise sous-traitante.

Dans le cas où la demande de sous-traitance interviendrait au moment de l'offre, le candidat devra remplir avec son sous-traitant la demande du modèle FE016/DC4 joint au dossier de consultation et l'adresser en même temps que l'acte d'engagement.

ARTICLE 7 : GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Les soumissionnaires peuvent se présenter sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, dans les conditions prévues aux articles R2142-19 à R2142-27 du code la commande publique.

Les candidatures sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.

Le groupement d'entreprise est autorisé, sous réserve d'avoir obtenu un avis « sans réserve » à la demande de contrôle élémentaire de personne morale de toutes les entreprises du groupement et du mandataire.

ARTICLE 8 : PROPOSITION FINANCIERE

Les offres de prix du soumissionnaire, à remplir dans l'annexe de prix à l'acte d'engagement, partie fournisseur, devront obligatoirement, conformément à l'article 7 du CCAP, faire mention :

- du prix unitaire (HT) ou du prix forfaitaire (HT) ;
- du taux de la T.V.A à appliquer.

Ce document sera revêtu de la signature originale de la personne représentant la société.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET CHOIX DU TITULAIRE

L'offre du soumissionnaire doit être conforme aux cahiers des clauses particulières et techniques pour être étudiée.

Le RPA retient l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères et des sous-critères énumérés ci-dessous.

CRITERES	Sous-critères	Point	Pondération/ Note
1/ Prix	L'offre des soumissionnaires sera appréciée en fonction de la moyenne des prix des unités d'œuvre indiqués sur l'annexe de prix à l'acte d'engagement. Formule de calcul : Note = (offre la plus basse / offre du candidat) x 20	20	60 %
2/ Valeur technique	L'offre des soumissionnaires sera jugée selon le dossier joint à l'offre présentant la proposition du soumissionnaire sur un plan technique incluant : <ul style="list-style-type: none">• les moyens humains et matériels dédiés à cet accord cadre (10 points)• les références de la société dans ce domaine (5 points)• les certificats et formations suivies par le personnel affecté à l'exécution de ces prestations (5 points) Formule de calcul : Note = total sur 20 des 3 sous-critères	20	35 %

3/Durée de garantie en mois : 1/ proposer un délai de garantie pour les UO de l'article 6.1 du CCAP, (2/ proposer un délai de garantie, minimum de 4 ans, pour le réseau de câblage) cf. article 6.1 du CCAP	<p style="text-align: center;"><u>Durée de garantie</u></p> <p>L'offre dont les durées de garantie proposées additionnées seront les plus longues se verra attribuer la note maximale.</p> <p>Formule de calcul : (Durée de garantie du soumissionnaire/durée de garantie la plus longue) x 20</p>	20	5%
---	--	-----------	-----------

L'administration se réserve le droit de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre.

ARTICLE 10 : PARTICIPATION A LA CONSULTATION

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation.

ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire (administratif et technique) nécessaire au cours de leur étude, les candidats pourront prendre contact avec :

Ministère des Armées
Groupement de soutien du commissariat
Direction du commissariat d'outre-mer de Polynésie française
Division Métiers / Bureau achats-marchés / Cellule contractualisation

Prl Apolline Calland – Rédacteur de la cellule contractualisation GSBdD/DICOM Polynésie française
Tél : 40 46 32 92 - Courriel : apolline.calland@intradef.gouv.fr

ou

CR1 Jeams Fabre – chef du bureau achats-marchés DICOM/GSBdD Polynésie française
Tél : 40 46 32 63 - Courriel jeams.fabre@intradef.gouv.fr

Toute demande de renseignement portant sur la teneur de l'offre devra faire l'objet d'un écrit et devra impérativement parvenir au plus tard (7) sept jours calendaires avant la date limite de dépôt des plis au GSC / DICOM PF / Division Métiers / Bureau achats-marchés / Cellule contractualisation.

Au-delà, aucune réponse ne sera fournie par l'administration.

Le RPA informera tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation de la réponse apportée afin de respecter le principe d'égalité de traitement des candidats.

ANNEXE I



DIRECTION DU COMMISSARIAT D'OUTRE-MER
DE POLYNESIE FRANCAISE
BP 9211
98 716 PIRAE CMP

NE PAS OUVRIR PAR LE BUREAU COURRIER

MARCHE PASSE SELON L'APPEL D'OFFRES OUVERT

Articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-1 et R 2124-2 du code de la commande publique.

Concernant les :

« Prestations de câblage au profit de la direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'informations (DIRISI) des Forces Armées en Polynésie française (FAPF). »

IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE (cachet) :

DOCUMENTS CONTENUS DANS L'ENVELOPPE :

(cocher les cases)

- ☐ Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants – FE 004/DC1
- ☐ Déclaration du candidat – FE 005/DC2
- ☐ Déclaration de sous-traitance – FE 016 (cf. article 6 du RC)
- ☐ Actes d'engagement et son annexe de prix
- ☐ Relevé d'identité bancaire (RIB) IBAN ou postal (RIP)
- ☐ Attestations fiscales et sociales (ou attestation sur l'honneur le cas échéant)
- ☐ Attestation de délégation de pouvoir (si nécessaire)
- ☐ Dossier technique
- ☐ Dossier de sécurité (cf. article 1.5 du RC)
- ☐ Statut de la société
- ☐ Documents publicitaires ou commerciaux
- ☐ Documents sur la collecte des déchets (cf. article 10.2 du CCTP)
- ☐ Extrait Kbis
- ☐ L'attestation d'assurance (cf. article 12.2 du CCAP)
- ☐ Certificats nominatifs de stage (cf. article 9.3 du CCTP)

DATE LIMITE DE REMISE DE L'OFFRE :

Jeudi 17 juillet 2025 à 11h00